

SEMINAIRE

« LE PROCESSUS DES REFORMES AU MAROC :

QUELLE COHERENCE D'ENSEMBLE POUR QUELS EFFETS SUR LA
COMPETITIVITE GLOBALE DU PAYS ? »

MOT D'INTRODUCTION DE
M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES

Rabat
Lundi, 15 novembre 2010



Mesdames, Messieurs

Permettez-moi, tout d'abord, de vous souhaiter la bienvenue à l'IRES dans le cadre des travaux de ce séminaire, consacré à la cohérence d'ensemble des réformes au Maroc et de leurs répercussions sur la compétitivité globale du pays.

Comme vous le savez, les réformes ont toujours eu un effet décisif sur le développement et le progrès des nations. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater que l'émergence d'un pays sur l'échiquier international traduit explicitement l'aboutissement de son processus de réformes surtout si ce processus est conduit selon une approche volontariste et cohérente. Les expériences réussies abondent à ce sujet aussi bien dans le voisinage immédiat du Maroc (Espagne, Portugal...) que dans les autres pays émergents d'Amérique latine (Chili, Mexique...) et d'Asie (Malaisie, Thaïlande, Chine...)

Le Maroc, réputé être un des grands pays réformateurs au niveau de la région MENA, ne fait pas l'exception à cette règle générale. Les réformes menées par le pays, qui se caractérisent par leur densité et leur régularité, ont permis d'accroître le rythme de sa croissance économique, d'améliorer ses conditions sociales et de consolider les droits fondamentaux de ses citoyens. Toutefois, en dépit du foisonnement des réformes engagées par le pays depuis près de trois décennies, l'impact de celles-ci sur la compétitivité globale du pays est loin d'être optimal.

La problématique des réformes fait, actuellement, l'objet d'une étude approfondie au sein de l'IRES. Son examen dans le cadre de ce séminaire vise à élargir le débat sur certains aspects pertinents, liés notamment à la question de la cohérence d'ensemble et des retombées des réformes sur la compétitivité globale du Maroc.



L'étude en cours d'élaboration par l'IRES a la particularité d'être un thème fédérateur qui se situe à l'intersection de toutes les thématiques examinées dans le cadre du programme scientifique de l'Institut :

- D'abord, elle s'inscrit en filigrane par rapport aux autres thématiques relevant du programme d'études de l'IRES « Compétitivité globale ». En effet, la valorisation du capital humain, la mise à niveau institutionnelle et l'efficacité de la politique commerciale extérieure constituent, à l'évidence, quelques domaines clés où la réussite des réformes est décisive pour édifier les avantages compétitifs du pays sur une base dynamique, à même d'entretenir son évolution au sein d'un cercle vertueux de croissance et de prospérité.
- De plus, les réformes sur le plan politique, social et religieux et leur mode de conception et de mise en œuvre constituent un pan important en matière de renforcement de la cohésion sociale et de préservation du vivre-ensemble. Cela nous met au centre des problématiques soulevées dans le programme d'études « Lien social ».
- Enfin, la durabilité du modèle de développement du pays requiert des capacités d'adaptation sur tous les plans (économique, social, institutionnel, législatif, des valeurs...) qui mettent en relief l'importance de l'approche participative et celle de la déclinaison des politiques publiques, en tenant compte des impératifs environnementaux. Ces aspects s'inscrivent pleinement au centre des problématiques abordées au niveau du programme d'études « Changement climatique ».



Mesdames, Messieurs,

Sur la base des éléments exploratoires de l'étude en cours d'élaboration par l'IRES et tout en gardant à l'esprit que les incidences des réformes sur la compétitivité globale ne sont mesurables qu'à moyen et long terme, il serait opportun que les débats puissent apporter un début d'éclairage quant aux questionnements que je vais énumérer :

- Comment le Maroc pourrait-il concilier entre les contraintes de stabilisation macro-économique et les objectifs de développement humain ? Quels enseignements faut-il déduire des expériences réussies de certains pays émergents en la matière ?
- Dans quelle mesure les institutions pourraient-elles contribuer davantage à l'amélioration de la compétitivité globale du Maroc ? Quelles sont les approches à adopter pour renforcer la coordination, la coopération, la cohésion et la confiance entre les différents acteurs (Etat, secteur privé, société civile, collectivités locales, citoyens), impliqués dans le processus des réformes et rehausser leurs capacités respectives ?
- Quel est le degré de cohérence des stratégies sectorielles (Plan Emergence, Plan Maroc Vert, vision 2020, Stratégie énergétique...) au Maroc ? Plus précisément, comment faire pour que ces stratégies soient à même de mieux préparer notre pays à faire face aux mutations et enjeux du nouvel ordre concurrentiel du monde post-crise ?

Les éléments de réponse que nous essaierons de construire ensemble contribueront certainement à approfondir notre compréhension des aspects liés à la conception et à la mise en œuvre des réformes au Maroc ainsi qu'au rôle des différents acteurs en la matière.



Avant de clôturer cette introduction, je tiens à exprimer mes sincères remerciements aux intervenants et à l'ensemble des participants pour avoir répondu à notre invitation.

Sans trop tarder, je donne la parole à M. Mohamed HORANI, Président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc qui nous éclairera sur la vision du secteur privé par rapport au processus des réformes au Maroc.

